Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit
ISSN: 2550-469X
Volume 9 : Numéro 1

Qualité de l'audit légal et pertinence de l'information financière : une étude qualitative à travers les cabinets d'audit au Cameroun

Quality of Statutory Audit and Relevance of Financial Reporting: A Qualitative Study Through Audit Firms in Cameroon

AISSA SAIDOU
Doctorante
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Garoua-Cameroun

ROUKATOU Epse ABOUBAKAR
Maître des Conférences en Sciences de Gestion

Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Garoua-Cameroun

TSIAZE MOUAFFO Charlie

Enseignant chercheur
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Maroua-Cameroun

MATH MAZRA
Maître des Conférences en Sciences de Gestion

Vice Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Maroua-Cameroun

Date de soumission : 02/01/2025

Date d'acceptation : 16/03/2025

Pour citer cet article :

ROUKATOU.A et *al* (2025) «Qualité de l'audit légal et pertinence de l'information financière : une étude qualitative au Cameroun», Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Volume 9 : numéro 1 » pp : 1-23.

Résumé

L'objet de cette recherche est de comprendre le rôle d'un audit de qualité sur la pertinence des informations financières diffusées par les entités. Sur un échantillon de dix cabinets d'audit sélectionné par convenance dans la base de l'ONECCA, nous avons réalisé des entretiens semi-directifs. Les résultats de l'analyse de contenu à travers sphinx iQ montrent que l'audit pour être perçu de qualité devrait être en mesure de réguler les pratiques comptables et rassurer la confiance des parties prenantes. De fait, un audit de qualité implique la responsabilité des acteurs et le respect de la déontologie professionnelle. L'audit de qualité accroît la crédibilité des informations financières, la confiance, et la gouvernance. Les auditeurs ont davantage intérêt à rendre un service d'audit fiable. La qualité de l'audit nécessite de l'auditeur qu'il soit indépendant, compétent, impartial, respecte la déontologie professionnelle, minimise les risques de gestion. L'audit est une boussole pour le management des entreprises.

Mots clés : audit légal ; qualité ; pertinence ; information ; confiance.

Abstract

The purpose of this research is to understand the role of a quality audit on the relevance of the financial information disclosed by entities. On a sample of ten audit firms selected for convenience from the ONECCA database, we conducted semi-structured interviews. The results of the content analysis through sphinx show that auditing, in order to be perceived as of quality, should be able to regulate accounting practices and reassure the confidence of stakeholders. In fact, a quality audit implies the responsibility of the actors and the respect of professional ethics. Quality auditing increases the credibility of financial information, trust, and governance. Auditors have a greater interest in providing a reliable audit service. Audit quality requires the auditor to be independent, competent, impartial, to respect professional ethics, and to minimize management risks. The audit is a compass for the management of companies.

Keywords : Legal audit ; quality ; relevance ; information ; trust.

Introduction

La pertinence de l'information financière joue un rôle crucial dans le développement économique et la prise des décisions des mandataires sociaux dans la sphère mondiale en générale et africaine en particulier. L'information est alors une donnée cruciale pour la gestion des entités. Sa protection et l'encadrement de sa production nécessite l'intervention d'un acteur externe à l'entité. Le rôle de l'auditeur légal est alors mis en avant. Les scandales financiers des années 2 000 et l'arrestation à outrance des dirigeants soulèvent à nouveau le débat sur la pertinence de l'information et la qualité de l'audit. Aujourd'hui, la qualité de l'audit est perçue comme le garant de la pertinence de l'information. Il devient intéressant de chercher à comprendre les vertus de l'audit légal sur l'information financière. Quelles sont les qualités de l'audit légal qui conduisent les entités à la production d'une information satisfaisante pour les parties prenantes ? Notre méthodologie sera qualitative dans l'otpique d'interpréter les avis des répondants sur la qualité de l'audit et ses effets sur l'information financière produite. Dans cette recherche, nous mettrons l'accent sur les concepts d'audit légal et pertinence de l'information. Ensuite, nous évoquerons le cadre théorique et la revue de littérature. Enfin, un exposé sera fait sur le cadre méthodologique qui est de nature qualitative, la discussion des résultats et les perspectives de recherche future.

1. Cadre conceptuel de la recherche

1.1. Comprendre le concept de qualité de l'audit

La qualité de l'audit désigne l'ensemble des caractéristiques déterminant si un audit est réalisé conformément aux normes professionnelles et légales. Ceci suppose un niveau de compétence, d'indépendance, et de diligence appropriée. DeAngelo (1981) appréhende la qualité de l'audit comme *« la probabilité conjointe pour un auditeur externe, de détecter une anomalie dans les états financiers de son client (compétence) et de communiquer cette anomalie auprès des utilisateurs de ces états financiers (indépendance) »*. Lee, et al., (1998) définissent la qualité de l'audit comme : « *La probabilité qu'un auditeur ne publiera pas un rapport disqualifié à propos des états financiers contenant des erreurs significatives* (cité par Watkins, et al., 2004*) »*. Pour les praticiens, la qualité d'audit est définie dans une optique professionnelle comme « *le degré de conformité des formes d'audit aux standards professionnels* » (McConnell & Banks, 1998 ; Tie, 1999 ; Krishnan & Schauer, 2001). La littérature académique ou pratique considère la qualité de l'audit comme une combinaison des inséparables jumelles à savoir la compétence et l'indépendance. L'auditeur est chargé de détecter toute anomalie ou irrégularité significative

dans le système comptable de l'entreprise auditée et la révéler (DeAngelo, 1981, p.181). La qualité de l'audit est essentielle pour garantir que les audits financiers et autres examens sont effectués avec précision, fiabilité et intégrité.

1.1.1 Compétence de l'auditeur

La compétence de l'auditeur est le cumul des connaissances, compétences techniques, et qualités personnelles qu'il possède pour réaliser convenablement ses missions. Ces compétences sont essentielles pour évaluer objectivement les processus financiers, opérationnels, ou de conformité d'une organisation. Les connaissances augmenteront les compétences et expériences en audit qui permettront de juger de la pertinence ou non de l'information financière (Hasamuddin, 2017). En effet, ses résultats sont contraires à la notion d'attribution que les compétences possédées par l'auditeur à travers ses connaissances et formation, offrent une meilleure assurance des résultats de l'audit. La compétence permet à l'auditeur de s'assurer que les états financiers sont fidèles, les processus internes efficaces, et l'organisation se conforme aux dispositifs réglementaires.

1.1.2 Indépendance de l'auditeur

Compernolle (2010), l'indépendance de l'auditeur fait référence à la capacité de celui-ci à effectuer ses missions de manière objective, sans être influencé par des intérêts personnels, des pressions extérieures ou des relations avec les entités auditées. L'indépendance des auditeurs est considérée comme un élément clé pour la fiabilité et l'intégrité de l'information financière. Dans ce cadre, Shockley (1981) ; Wallam (1996) précisent que *« la valeur des services d'audit dépend de l'hypothèse fondamentale selon laquelle les experts comptables sont indépendants de leurs clients »*. En se référant à DeAngelo (1981), l'indépendance de l'auditeur est l'attitude mentale impartiale de l'auditeur lorsqu'il prend des décisions tout au long du processus d'audit. Pour Chepkorir (2013), l'indépendance est le fait d'avoir un point de vue objectif lors de la réalisation des tests d'audits, de l'analyse des résultats et de la confirmation du rapport d'audit. Cet auteur met l'accent sur l'objectivité de l'auditeur en précisant également que l'indépendance de l'auditeur augmente l'efficacité de l'audit. Cette indépendance est cruciale pour garantir la crédibilité et la fiabilité des audits réalisés.

1.2. Normes internationales d'audit

Les normes internationales d'audit (ISA), sont des lignes directrices établies par l'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB), une entité de l'International Federation of Accountants (IFAC). Elles visent à standardiser la pratique de l'audit à l'échelle mondiale. Ces normes fournissent un cadre pour les auditeurs indépendants, détaillant les responsabilités et les procédures à suivre lors de la réalisation d'audits d'états financiers. Elles couvrent divers aspects, tels que la planification de l'audit, l'évaluation des risques, les tests des contrôles internes, l'obtention de preuves d'audit et la formation d'une opinion sur les états financiers. DeFond et Zhang (2014) ont examiné l'effet de ces normes sur la qualité de l'audit et constatent une amélioration significative de celui-ci en réponse à ses réglementations spécifiques. Ces résultats ont souligné l'importance de la conformité aux normes nationales et internationales pour assurer la qualité de l'audit et la pertinence de l'information financière dans les rapports d'audit. L'objectif principal des ISA est d'assurer la qualité et la cohérence des audits dans le monde, permettant ainsi aux utilisateurs des états financiers de se fier à l'opinion des auditeurs, quel que soit le pays dans lequel l'audit est effectué.

1.3. La pertinence de l'information financière

La pertinence de l'information financière est un concept fondamental en comptabilité et finance. Elle se réfère à la capacité de cette information à influencer les décisions économiques des utilisateurs, tels que les investisseurs, les créanciers, ou les gestionnaires d'entreprises. Une information financière est pertinente si elle est capable d'aider ses utilisateurs à évaluer les événements passés, présents ou futurs, ou à confirmer ou infirmer leurs évaluations antérieures (Michaïlesco, 2009).

Selon l'IASB[1] une information « *(…) possède la qualité de pertinence lorsqu'elle influence les décisions économiques des utilisateurs en les aidant à évaluer des événements passés, présents ou futurs ou en confirmant ou corrigeant leurs évaluations passées* ». Plus précisément, aux Etats-Unis, une information est pertinente lorsqu'elle permet au lecteur des états financiers de prévoir les flux de trésorerie futurs et donc contient une valeur prédictive. Le cadre normatif comptable international des IFRS fait directement référence à une analyse du comportement des acteurs fondés sur les interférences et le contrôle entre les investisseurs et les dirigeants d'entreprises. Ce cadre conceptuel repose sur des hypothèses de comportements qui doivent

[1] International Accounting Standard Board

être encadrées pour tendre vers une communication financière fidèle, pertinente et destinée à réduire l'asymétrie d'information.

La pertinence de l'information financière est comprise comme un facteur de réduction d'asymétrie d'information entre l'entreprise et ses investisseurs. Une information financière pertinente aidera les investisseurs dans leurs choix de gestion (Escaffe, 2012). La pertinence de l'information financière est essentielle pour garantir aux utilisateurs des prises de décisions économiques éclairées, basées sur des données précises, opportunes et significatives.

1.3.1 Indicateurs d'une information financière de qualité

Selon l'article 33 du droit comptable OHADA, «la comptabilité doit satisfaire aux principes de régularité, de sincérité et de transparence, en respectant la règle de prudence dans la tenue, le contrôle, la présentation et la communication des informations ». Les principales caractéristiques qualitatives d'une information financière sont la pertinence, la fiabilité, la comparabilité et l'intelligibilité. Michaïlesco (2009) affirme qu'une information pertinente est celle qui permet de prendre de meilleures décisions. Selon Bampoky (2016), la comptabilité constitue la technique fondamentale de collecte de l'information, en étant une méthode d'observation, d'analyse et de description des faits économiques. Tsapi, et al., (2021) indiquent que la gestion des flux d'informations exerce un effet positif sur la performance. Jordanie et Trébucq (2022) estiment que l'adoption d'un modèle sectoriel de système d'information efficace favorise l'intégration des flux de l'environnement.

Une information fiable doit être neutre, complète et exempte d'erreurs. Selon l'IASB, une information fiable ne doit comporter aucune erreur matérielle. Les éléments clés de la fiabilité sont la primauté de la substance sur la forme, la neutralité, la prudence et l'exhaustivité de l'information. Pour que les données soient comparables dans le temps et entre différentes entités, l'information financière doit être produite selon des méthodes comptables homogènes et constantes, sauf si des modifications permettent une représentation plus fidèle de l'entité. Enfin, l'information doit être compréhensible par les utilisateurs, qui doivent disposer d'un niveau raisonnable de compétences en gestion.

1.3.2 Normes liées à la pertinence de l'information financière

Dans le but d'assurer une meilleure gouvernance, il est essentiel que les professionnels de l'audit et de la comptabilité accomplissent leurs missions en respectant strictement le cadre juridique et réglementaire. En effet, l'article 14 du Code général des impôts camerounais stipule que, pour

être recevable, la comptabilité doit être certifiée par un expert-comptable agréé en CEMAC et inscrit au tableau de l'ordre ou validée par un centre de gestion agréé. Par ailleurs, l'article 6 du droit comptable précise que les informations doivent être présentées et communiquées de manière claire, sans intention de dissimuler la réalité. Le droit des sociétés, tel que régulé par l'OHADA, indique que le contrôle des sociétés commerciales est exercé par le commissaire aux comptes, dont la mission principale est d'émettre un avis sur les états financiers. Nous aborderons ensuite les théories pertinentes pour cette recherche.

2. Cadre théorique de l'étude

Deux principales théories ont été mobilisées dans le cadre de cette recherche. Il s'agit des théories du comportement planifié, et des coûts de transactions.

2.1 La théorie du comportement planifié

Ajzen (1991) stipule que l'intention d'un individu d'adopter un comportement particulier est le meilleur prédicteur de ce comportement. L'intention, à son tour, est influencée par trois facteurs principaux à savoir : l'attitude, les normes subjectives et le contrôle comportemental perçu. Le fait que la décision d'effectuer un comportement soit réfléchie veut dire que la personne prend en compte toutes les informations dont elle dispose, estime les implications de son action et évalue les conséquences possibles (Giger, 2008). Cette théorie est pertinente pour expliquer la relation audité-auditeur. En effet, dans le cadre du contrôle des comptes, il existe une dualité d'intervenants : les audités et les auditeurs. Ces deux groupes d'acteurs se côtoient et interagissent alors qu'ils ont des objectifs divergents. Ainsi, les liens qui existe entre ces deux derniers peut entrainer un complot ou non. Cette théorie offre un cadre utile pour comprendre les déterminants psychologiques et contextuels qui influencent la qualité de l'audit, en tenant compte des croyances, des pressions sociales, et des ressources perçues par les auditeurs.

2.2 La théorie des coûts de transaction

Williamson (1975) postule que les transactions économiques engendrent des coûts pour sa réalisation. Il s'agit des coûts de recherche d'informations, de prévention des défaillances du marché et de l'opportunisme managériale. Le recours à un auditeur permet de réduire les risques de litiges, les coûts post-transaction et les asymétries d'information entre les parties prenantes. Un audit de haute qualité réduit l'incertitude, renforce la confiance aux informations financières publiées et à la gouvernance d'entreprise. Elle met en évidence l'importance de la transparence,

de la fiabilité des informations et du choix judicieux des mécanismes de contrôle pour assurer des transactions efficaces.

3. Revue littéraire

3.1. Un audit de qualité contribue efficacement à la transparence

D'après DeAngelo (1981) ; Chemangui (2005) ; Tsiaze, et al., (2024), l'auditeur vérifie que les mécanismes de production des données permettant de construire l'information financière est sécurisé et pertinent. En tant que tiers indépendant, il donne une opinion sur l'information financière, sur son caractère complet, transparent, fidèle et sincère par rapport à l'économie des opérations de la période. Les investisseurs se tournent vers les cabinets d'expertise comptable pour minimiser le risque d'informations inexactes dans les états financiers par le biais du service d'audit fournis sur les états financiers. Les investisseurs s'appuient sur les rapports d'audit contenant des opinions pour déterminer la fiabilité des états financiers. Un rapport d'audit de haute qualité accroit la confiance des investisseurs quant à la pertinence de l'information financière afin que celle-ci ait des utilisations de plus en plus pertinentes (Al-Dhamari et Chandren, 2018).

3.1.1 L'environnement de l'audit et assurance des partenaires

L'auditeur aide les entreprises à assumer leur responsabilité dans leur communication financière. Notre signature nous engage car nous confirmons qu'elles ont ouvert leurs comptes avec transparence. Notre compréhension de l'environnement des entreprises, portée par notre connaissance des métiers et spécificités de chaque industrie, est fondamentale. Nous mettons en œuvre notre savoir technique et théorique des processus de contrôle interne qui permettent de fiabiliser les informations transmises.

3.1.2 La réglementation de l'audit

Le système réglementaire de l'audit a un effet sur sa qualité. Le renforcement de la réglementation en matière d'audit légal à travers la loi sur la sécurité financière, le code déontologie, la directive européenne et autres influencent positivement le comportement des parties prenantes pour la réalisation d'un audit meilleur (Piot, 2005 ; Gonthier-Besacier, et al., 2012 ; Tsiaze, et al., 2024).

3.2. La mobilisation des compétences

L'auditeur doit avoir la faculté de mobiliser des compétences pluridisciplinaires afin de pouvoir apprécier l'intégralité des domaines qui ont un impact financier sur l'entreprise y compris son patrimoine immatériel.

3.2.1 Les qualifications de l'équipe d'audit

La constitution d'une équipe d'audit nécessite des profils en termes de compétences spécifiques à savoir formation et certification. Ceci impose que les auditeurs possèdent des titres reconnus dans le domaine de l'audit et de la comptabilité tels que celui de comptable agréé et expert-comptable. Les auditeurs doivent disposer également des connaissances techniques en fiscalité, en audit et comptabilité. De plus, ils doivent disposer des compétences en matière de communication. Ceci afin de présenter succinctement leur rapport.

3.2.2 Le dynamisme de l'équipe d'audit

L'équipe d'audit doit garantir la qualité et l'efficacité du service d'audit. De ce fait, l'équipe doit être motivé, flexible, organisé et capable de gérer les conflits internes sans enfreint au délai de réalisation de la mission d'audit. D'après Madoz et Note (2011), il convient d'évaluer la compétence au moyen d'un processus tenant compte des qualités personnelles ; de la capacité à appliquer les connaissances et aptitudes obtenues par la formation initiale, l'expérience professionnelle, la formation d'auditeur et l'expérience d'audit.

3.3. L'application homogène de la méthodologie d'audit

Il met en œuvre une approche d'audit et des méthodes de travail adaptées aux risques spécifiques et au degré de complexité de chaque organisation. En particulier, il tiendra compte de la complexité des systèmes d'information, de production, du caractère international ou non des opérations.

3.3.1 La qualité de la relation auditeur-audité

L'entreprise et l'auditeur doivent travailler ensemble, sans conflits. Le commissaire aux comptes est un partenaire indépendant et de confiance qui permet à l'entreprise de s'améliorer dans ses processus d'élaboration d'information financière. La pertinence de l'information financière certifiée justifie la qualité du processus d'audit (Tsiaze, et al., 2024). La qualité de

l'audit repose sur une envie commune. Il n'y a pas de bon audit si l'entreprise ne partage pas. Le commissaire aux comptes apporte de la sécurité à l'information financière.

L'information financière est pertinente si elle a la capacité d'influencer les décisions prises par les utilisateurs (IFRS,2018). Toutefois, pour garantir la confiance dans cette information, les entreprises font appel à des auditeurs externes qui ont pour mission de contrôler les états financiers et de rassurer les investisseurs sur la fiabilité et la sincérité de l'information financière divulguée (Hilmi, 2013). Selon DeAngelo (1981), la qualité de l'audit est appréhendée comme la capacité de l'auditeurs à découvrir des anomalies significatives dans le système comptable du client et à mentionner cette anomalie. Cependant, les scandales financiers remettent en question la qualité de cet audit. L'Afrique n'est pas restée à l'écart de ce phénomène. En effet, l'article 16 de l'acte uniforme OHADA prévoit des sanctions pour tout acte susceptible de compromettre l'indépendance des auditeurs externes. L'« Opération Épervier [2]», menée dans les entreprises publiques, a conduit à l'inculpation de membres de l'Ordre National des Experts Comptables (ONECCA) pour complicité dans des détournements de fonds publics. Il ressort des travaux de Ngantchou (2008) que, près de 53 % des entreprises camerounaises manipulent leurs états financiers pour des raisons multiples. De plus, les travaux de Djoutsa et Foka (2014) ; Keufack, et al., (2023) ; Makani, et al., (2024) ; Menga Biroue et Mai Django, (2024), montrent que, près de 65 % de ces entreprises publient des informations financières tronquées. L'auditeur doit respecter un ensemble de principes fondamentaux à savoir l'indépendance, la compétence, la confidentialité et l'intégrité (Koubaa et Jarboui, 2014). Il ressort des travaux de Stanisloice (2020) que la certification faite par les CAC au Cameroun n'est pas objective à 78%. Les raisons données par ceux-ci sont principalement au niveau de l'indépendance et de la compétence. De plus, Djoutsa, et al., (2015), avancent que, les chances qu'une entreprise choisie au hasard dans un échantillon de 108 sociétés anonymes ait présenté des états financiers non conformes est de 0,79. Au Cameroun les dirigeants et les commissaires aux comptes entretiennent des relations de type conflit-connivence. Par ailleurs, Tchoudja, et al., (2021) dans une étude réalisée au Cameroun sur soixante-dix (70) dirigeants et cent-vingt (120) auditeurs, met avant les dimensions de la culture organisationnelle pour catégoriser les cabinets d'audits en trois groupes à savoir « *innovants* », « *incertains* » et « *collectifs* ». Les cabinets qualifiés «

[2] L'Opération Epervier est le nom donné par le gouvernement camerounais à l'entreprise d'assainissement des pratiques de gestion dans les sociétés d'Etat et les administrations publiques camerounaises, lancée en février 2006.

d'innovants » ont pris consciences des nouveaux défis inhérents à leur profession. Ils sont organisés sous forme de société d'expertise comptable. Ceux des cabinets qualifiés « *d'incertains* », perçoivent la culture du cabinet comme instable et non innovante. Ils n'accordent pas d'importance aux résultats, ni aux détails et appliquent un style de direction qui n'est pas de nature à contraindre les membres aux résultats. Leurs dirigeants s'identifient à ceux des cabinets installés de manière isolée. Ceux qualifiés de « *collectifs* » sont moins vulnérables aux pressions des clients.

3.3.2 L'impartialité de l'auditeur

L'impartialité de l'auditeur légal est un principe fondamental de la qualité de l'audit. Elle signifie que l'auditeur doit être libre de tout préjugé, d'intérêts personnel ou d'une influence susceptible de compromettre son jugement professionnel. L'impartialité de l'auditeur légal assure la crédibilité, l'objectivité et la confiance des investisseurs aux informations financières produites et certifiées. Wallam (1996), dans ses écrits sur l'avenir de la comptabilité et de l'information financière, se penche sur l'indépendance de l'auditeur. Reconnaissant l'importance de l'indépendance de l'auditeur pour la fiabilité de l'information financière. Cet auteur soutient que le paradigme actuel d'évaluation des questions d'indépendance doit être rendu à la fois complet et compréhensible afin de promouvoir l'intérêt public. Cet auteur affirme que l'approche actuelle est trop inclusive parce qu'elle ne traite pas suffisamment de l'indépendance de l'auditeur et par conséquent de son impartialité.

4. Méthodologie adoptée

Aissa (2001), « *Une méthodologie de recherche prend naissance à partir d'un problème à résoudre ou à partir d'un mythe de compréhension et d'action. Trois dimensions sont importantes lors de la conduite de la recherche : le statut philosophique du chercheur, l'objectif de la recherche et l'aspect technique du déroulement de la recherche* ». Nous éluciderons dans cette partie, le type de méthodologie adoptée et la posture épistémologique, la population d'étude, la description et la justification du choix de l'échantillon.

4.1 Type de l'étude et population de l'étude

Notre étude est qualitative. Nos enquêtes se limitent aux cabinets d'audits situés dans les villes de Douala, Yaoundé, Ngaoundéré, Garoua et Maroua, où se concentrent nos différentes cibles. Notre posture épistémologique est l'interprétativisme, car elle permet de comprendre les

comportements qui influencent les variables de l'étude. Les données seront analysées avec le logiciel Sphinx iQ.

4.2 Taille de l'échantillon

La méthode d'échantillonnage utilisée est la convenance c'est-à-dire qu'un cabinet d'audit sélectionné, nous oriente vers un autre cabinet d'audit. Nous avons choisi dix cas (dix cabinets d'audits). Le choix de ces cas était guidé par la recherche des facteurs de qualité de l'audit qui influencent la pertinence de l'information. L'échantillon s'est limité à dix cas. En effet, nous obtenons les mêmes réponses au huitième cas. La saturation théorique est alors perceptible à partir du huitième cas.

4.3. Outil de collecte des données

Les outils de collecte des données primaires sont le guide d'entretien, le magnétophone pour l'enregistrement de certains entretiens, le bloc note (pour les entretiens non enregistré).

4.4 Présentation des cabinets d'expertises comptables

Le tableau suivant présente la synthèse des cas sélectionnés. Les cas sont présentés selon leur statut juridique, secteur d'activité, la fonction du répondant et son expérience, la durée des différents entretiens.

Tableau N°1 : synthèse des répondants dans les cabinets

Codes	Formes juridiques	Secteur d'activité	Répondants	Experiences	Durées des entretiens
A	SARL	Service	Directeur (Expert-comptable diplômé et commissaire aux comptes)	4	35
B	SARL	Service	Commissaire aux comptes	30	40
C	SARL	Service	Auditeur	8	38
D	SARL	Service	Expert-comptable diplômé	20	40
E	SARL	Service	Senior Associate	7	45
F	SARL	Service	Expert comptable	15	30
G	SARL	Service	Chargé de mission	20	35
H	SARL	Service	Chargé de mission	14	30
I	SARL	Service	Chargé de mission	25	45
J	SARL	Service	Expert comptable	33	45

Source : nous-mêmes

5. Résultats et discussions

5.1 Perception de la qualité de l'audit au Cameroun

Nous mettrons l'accent sur la perception du service d'audit par les cabinets comptables. Ceci permettra de juger la qualité des services d'audits. Le tableau ci-dessous montre la perception de l'audit pour les préparateurs des états financiers.

Tableau N°2 : perception de l'audit

Noms	Effectifs	Pourcentage
perception de la qualité de l'audit	**9**	**14,1%**
assurer la légalité de compte	**5**	**7,8%**
Conformes aux normes applicables	**5**	**7,8%**
Déterminer la conformité des élément système de gestion de la qualité aux exigences spécifié et pré établit	**4**	**6,2%**
Déterminer l'aptitude du système de gestion de la qualité mise en œuvre à atteindre objectifs de qualité spécifié	**4**	**6,2%**
une expertise technique ou un diagnostic de cœur de métier	**4**	**6,2%**
Harmoniser les procédures comptable	**4**	**6,2%**
montrer la maitrise l'efficacité et conformité d'un système de management	**4**	**6,2%**
satisfaire aux exigences réglementaire	**4**	**6,2%**
Donner la possibilité aux audité d'améliorer leur système et son efficacité sous forme des recommandations	**3**	**4,7%**
respecte les règles fiscales pour éviter l'éventuel redressement	**3**	**4,7%**
une formation continue à la démarche qualité sur gestion de management	**2**	3,1%
la conformité ou la non-conformité du système de contrôle interne	**2**	3,1%
détecter les zones à risque	**2**	3,1%
Total observations :	**64**	

Source : sphinx

Les répondants perçoivent l'audit comme un vecteur de l'assurance de la légalité des comptes, de l'orientation des comportements des producteurs des états financiers aux respect des normes, et à l'atteinte des objectifs de gestion. Il se dégage également, l'harmonisation des procédures comptables lorsqu'il y a des ambigüités dans l'interprétation des normes comptables. L'audit ne se limite pas à la vérification de la comptabilité mais au contrôle de la conformité fiscale, du

contrôle interne, de la détection des risques de gestion et autres. Ceci permettra de discipliner les dirigeants et les acteurs qui s'occupent de la gestion et production des chiffres comptables. Ces résultats corroborent ceux de Sangué-Fotso (2015) ; Aouina et Moussamir (2019). En effet, pour ces auteurs, l'audit réduit les manipulations des informations financières responsables des scandales financiers. Dans le même ordre d'idée, Berrada (2024), trouve que l'intégration de l'Intelligence Artificielle dans le processus d'audit, permettra d'optimiser l'analyse des données massives et améliorer la détection des anomalies. Mais, son efficacité dépend de la qualité des données et de la complexité des algorithmes. Les auditeurs doivent développer des compétences hybrides pour interpréter et communiquer les résultats de manière transparente. Nous formulons alors la première proposition de recherche suivante.

Proposition 1 : l'audit légal de qualité est un vecteur de la production des données financières fiables.

5.2 Variables de la qualité d'audit

Dans cette partie, nous mettrons l'accent sur les indicateurs qui justifient qu'un audit est meilleur.

Tableau N°3 : aperçu sur les dimensions de la qualité de l'audit

Noms	Effectifs	Pourcentage
les dimensions constitutive de la qualité de l'audit	**12**	18,8%
Conformité aux normes professionnelle	**10**	15,6%
méthodologie de l'audit	**10**	15,6%
professionnalisme de l'équipe	**10**	15,6%
la pertinence des conclusions et des recommandations	**10**	15,6%
diligence déroulée par l'auditeur	**9**	14,1%
compétence de l'auditeur	**9**	14,1%
l'indépendance de l'auditeur	**9**	14,1%
Objectivité	**9**	14,1%
Planification et préparation	**9**	14,1%
capacité à fournir une valeur ajoutée l'organisation auditée	**9**	14,1%
les normes ISO sont respectées	**8**	12,5%
la capacité d'écoute, la capacité à communiquer et à présenter ses conclusions	**8**	12,5%
Évaluation des risques	**7**	10,9%
l'utilisation d'outils modernes	**4**	6,2%
logiciels d'analyse de données	**4**	6,2%
Formation continu	**4**	6,2%
Total observations :	**64**	

Source : sphinx

Un audit de qualité repose sur la responsabilité des acteurs et le respect du processus d'audit. La responsabilité des auditeurs nécessite le professionnalisme, la diligence, l'indépendance, l'objectivité, la capacité d'écoute, la communication, la formation continue, et le respect de la déontologie pratique par de l'équipe d'audit. Le respect du processus d'audit nécessite, la planification et préparation de la mission, l'évaluation des risques, l'utilisation des outils modernes, des logiciels d'analyse des données, le respect des normes ISO. Ces résultats corroborent ceux de Piot (2005) en France pour qui les motivations à engager un auditeur spécialisé seraient davantage en accord avec une demande de compétence spécifique dans le domaine. Ceci peut s'interpréter d'une certaine manière par une recherche de qualité de l'audit. Ils corroborent également les travaux d'Aouina et Moussamir (2019) ; Tsiaze, et al., (2024). D'après ces auteurs, le comportement des acteurs peut déterioré ou améioré la qualité de l'audit.

D'où la théorie du comportement planifié se trouve justifié. Nous formulons les propositions de recherche suivantes :

Proposition 2 : la responsabilité des auditeurs influence la qualité de l'audit réalisé.

Proposition 3 : le respect scrupuleux de la méthodologie de l'audit influence positivement la qualité du service d'audit réalisé.

5.3 Perception de la pertinence de l'information financière par les auditeurs

Le tableau suivant met en exergue les avis des auditeurs sur la qualité des informations qu'ils contrôles au cours de leurs différentes missions.

Tableau N°4 : pertinence de l'information financière

Noms	Effectifs	Pourcentage
qualité perçue de l'information financière	**14**	21,9 %
utilité à la prise des décisions	**12**	**18,8**%
Conformité avec les normes comptables	**12**	**18,8**%
l'information respect des principes Comptables	**11**	**17,2**%
évaluation de la situation financière d l'entreprise	**11**	**17,2**%
Total observations :	**64**	

Source : sphinx

L'information financière joue plusieurs rôles à savoir moyen de preuve, outil de contrôle et aide aux décisions. Les auditeurs avancent que l'information est pertinente si elle est régulièrement utilisée pour prendre les décisions, produites dans le respect des normes comptables et permettent de se faire une idée claire sur la situation financière de l'entité. Ces résultats corrobrent les propos de Michaïlesco (2009) **;** Tsiaze, et al., (2024). Mais s'opposent à ceux de Djoutsa, et al., (2015) qui trouvent très daible la production d'une information pertinente. La théorie du comportement planifié se trouve également jstifier car la production de l'information prend le sens voulu par les producteurs.

5.4 Qualité de l'audit et pertinence de l'information financière

Le tableau suivant met en exergue les avis des auditeurs sur la relation qualité de l'audit réalisé et pertinence des informations financières communiquées par les entités aux parties prenantes.

Tableau N°5 : audit et informations financières des entités

Noms	Effectifs	Pourcentage
audit de qualité et information financière:	**10**	15,6%
amélioration de l'information diffusé	**10**	15,6%
contrôle de la régularité des comptes	**10**	15,6%
renforce la confiance des parties prénantes	**10**	15,6%
minimisation des risques	**10**	15,6%
respect de la réglementation comptable et fiscale	**10**	15,6%
l'analyse du contrôle interne	**9**	14,1%
améliore les pratiques de gouvernance	**9**	14,1%
détection des anomalies significatives	**9**	14,1%
Total observations :	**64**	

Source : sphinx

De ce tableau, il ressort que l'audit de qualité améliore les informations communiquées aux parties prenantes, leurs confiances, contrôle la régularité des comptes, minimise les risques, vérifie l'efficacité du contrôle interne, renforce la qualité de la gouvernance. Ces résultats corrobore la théorie des coûts transactions de (Williamson, 1981), du comportement planifié (Ajzen, 1991). Ces résultats sont identiques aux propos de Chemangui (2005) ; Gonthier-Besacier, et al., (2012) ; Tsiaze, et al., (2024). De plus, au cours des entretiens, les experts affirment que : « *…l'indépendance de l'auditeur et le respect de la déontologie sont primordiales pour réaliser un audit de qualité et la diffusion d'une information pertinente…* ».
Nous formulons les présomptions de connaissances suivantes :

Présomption 4 : la qualité de l'audit influence positivement la confiance des parties prenantes sur l'information financière communiquées.

Présomption 5 : la qualité de l'audit influence positivement la confiance des parties prenantes sur l'information financière communiquées.

Présomption 6 : la qualité de l'audit influence positivement la réalisation du contrôle interne de l'entité auditée.

Présomption 7 : : la qualité de l'audit influence positivement la gouvernance de l'entité auditée.

Conclusion

Au terme de cette étude, la qualité de l'audit est un indicateur de fiabilité de l'information financière. Un audit méthodologiquement réalisé accroît la confiance des parties prenantes sur les informations financières certifiées. De ce fait, l'audit réalisé par des professionnels compétents et indépendants régule l'harmonisation des procédures lorsqu'il y a des ambigüités dans l'interprétation des normes comptables. Un audit de qualité nécessite deux principes à savoir la responsabilité des acteurs et le respect du processus d'audit. La responsabilité des acteurs implique les dirigeants et les auditeurs. Celle des dirigeants s'observe à travers la mise à disposition des documents et informations dont a besoin l'équipe d'audit. Celle de l'auditeur nécessite le professionnalisme, la diligence, l'indépendance, l'objectivité, la capacité d'écoute, la communication, la formation continue, et la volonté de respecter la déontologie pratique de l'audit. Le respect du processus d'audit nécessite, la planification et préparation de la mission, l'évaluation des risques, l'utilisation des outils modernes, des logiciels d'analyse des données, le respect des normes ISO. L'audit légal de qualité est un vecteur de la production des données financières fiables. Cependant, la responsabilité des auditeurs et le respect scrupuleux de la méthodologie d'audit assurent la qualité de l'audit réalisé. La qualité de l'audit augmente la confiance des parties prenantes sur l'information financière communiquées, la vérification du contrôle interne et la gouvernance de l'entité audité. L'Etat verra dans cette recherche, l'audit comme un levier pour l'adoption des meilleures pratiques de gouvernance. De plus, les responsables de cabinets, percevront les techniques à intégrer pour davantage rendre crédible le processus d'audit et garantir la pertinence des informations financières. Les dirigeants d'entreprises devront percevoir l'auditeur non comme un gendarme mais comme contrôleur qui assure la présentation des états financiers pertinents. Les limites majeures de cette recherche sont liées à l'absence de prise en compte de la digitalisation dans le processus d'audit. De même, nous n'avons pas pris en compte le niveau d'adaptation des auditeurs aux innovations technologiques telles que l'intelligence artificielle. Pour des recherches futures, nous mettrons l'accent sur l'apport des innovations technologiques dans la qualité des services d'audit.

BIBLIOGRAPHIE

Alassane, O. (2016), *Contribution à l'étude de la qualité de l'audit*. *Thèse doctorat en Gestion et management,* Université Paris-Est, 266p.

Aouina, M. et Moussamir, A. (2019), « Le rôle de l'audit externe dans la transparence de la communication financière. Une revue de la littérature ». *Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, Volume 3, Numéro 4, pp.513-525.*

Benmoussa, S., Benchekara, M., & Errabih, S. (2023), "Statutory Auditor in Morocco between theory and practical reality-Empirical study". *International Journal of Performance and Organizations, Vol. 2, Num.1, pp.37-45.*

Berrada, A. (2024), «Audit financier augmenté : entre intelligence artificielle et intelligence relationnelle ». *Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, Vol. 8, Num. 4, pp.358-385.*

Bampoky, B. (2016), Accounting normalization difficulties in the OHADA zone.Post –Print hal-01902203, HAL.

Chemangui, M. (2005), « La problématique de mesure de la qualité d'audit : proposition d'une approche conception », *Comptabilité et Connaissances, pp.1-20.*

Compernolle, T. (2010), « De l'indépendance individuelle à l'indépendance collective de l'audit : l'apport de la théorie systémique ». La *Comptabilité, le Contrôle et l'Audit entre Changement et Stabilité, pp. 1-33.*

Jourdanie, M. et Trébucq, S. (2022), « Vers une évolution des facteurs d'adoption du modèle des coûts ABC au sein du secteur viti-vinicole ? une étude qualitative à partir du projet sustaincost ». *Revue Recherches en Sciences de estion, n°148, pp.175-204.*

DeAngelo, L. E. (1981), "Auditor Independence, Low Balling and Balling and Disclosure Regulation", *Journal of Accounting and Economics, Vol. 3, n°2, p.113-127.*

Djoutsa, W. L.,Takoudjou N. A., Wamba H., (2015), « Efficacité des mécanismes de gouvernance dans la lutte contre les distorsions à l'image fidèle de l'entreprise ». *Revue Camerounaise de Management, pp.1-16.*

Djoutsa, W. L., et Alain. F, (2014), « Le comportement des audités : quel effet sur la qualité de service rendu par les cabinets d'audit au Cameroun ? ». *La Revue Gestion et Organisation, vol. 6, n° 2, pp.93–103.*

El Fakir, M., (2023), « L'indépendance des auditeurs et la qualité de l'audit : Une revue de littérature systématique », *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, Vol., N°21, pp.26-44. https://doi.org/10.5281/zenodo.7785922*

Gonthier-Besacier N., Hottegindre G. et Fine-Falcy S. (2012), « Les facteurs d'influence de la qualité de l'audit : perception des préparateurs de l'information financière ». *Comptabilité-Contrôle-Audit, n°2, Tome 18, pp.33-72.*

Hasamuddin, (2017), "The influence of the competence of auditors and auditors independence could affect the integrity of the financial statements". *Jurnal Aplikkasi Manajemen, Ekonomi dan Bisnis, Vol.2, No.1, pp.37-44.*

Hind, L. (2023), « Étude empirique de la qualité de l'audit : une analyse multifactorielle ». *Revue Marocaine de Gestion et d'économie Vol 7, N°1, pp.1-24.*

HILMI, Y. (2013), « L'audit interne au Maroc : degré d'intération et spécificités de l'entreprise ». *Revue Marocaine de Recherche en Manaement, Num. 8, pp.251-265.*

HILMI, Y., & FATINE, F. E. (2022). The Contribution of internal audit to the corporate performance: a proposal of measurement indicators. *International Journal of Performance and Organizations, 1(1), 45-50.*

HILMI, y., & NAJI, F. (2016). Audit social et performance de l'entreprise : une étude empirique au sein du champ organisationnel marocain. *Revue des Etudes Multidisciplinaires en Sciences Economiques et Sociales, 1(3). doi:https://doi.org/10.48375/IMIST.PRSM/remses-v1i3.5271*

Hilmi, Y., & Fatine, F. E. (2022). Transformation digitale des cabinets d'audit par les réseaux sociaux: Cas de KPMG. *International Journal of Economics and Management Sciences, 1(1).*

HILMI, Y. (2013). L'audit interne au Maroc: Degré d'intégration et spécificités de l'entreprise. *Revue marocaine de recherche en management et marketing, (8).*

HILMI, Y., & Zakaria, E. Z. (2020). Contrôle interne de l'information financière et exigences de la loi Sarbanes-Oxley: Évaluation et proposition d'une démarche d'implémentation pour les entreprises marocaines. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit, 4(2).*

Hilmi, Y. (2014). Degré d'intégration de l'audit interne et performance des entreprises marocaines/cas de la région de rabat-sale-Zemmour-Zaïr.

Keufack, C. C., Ndjanyou, L., et Taoudjou, A. (2023), « Facteurs de contingence externes et pratiques comptables des PME au Cameroun ». *Revue du Contrôle- Comptabilité- Audit, Vol. 7, Num.3, pp.145-169.*

Krishnan, J. & Schauer, P. C. (2001), « Defferenes in quality among audit firms". *Journal of Accountancy, Vol.192, Num.1, pp.85-102.*

Laouane, A., & Torra, M. (2021), « L'impact de l'adoption des normes IFRS sur la pertinence informationnelle des indicateurs de performance financière des sociétés cotées à la BVC de Casablanca ». *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, Vol.2, N°6, pp.100-119.*

Lee, C.-W. J. & Gu Z. (1998), "Low Bailling, Legal Liability and Auditor ". *The Accounting Review, Vol.73, N°4, pp.533-556.*

Madoz, J.-P. et Note, L. (2011), *Les Fondamentaux de l'audit qualité*. Editions Afnor, 96p.

Makani S., Ninyum P. A., et Barouwa, Y. (2024), « Les déterminants de la gestion des données comptables : une étude sur les PME industrielles camerounaises ». *Revue du Contrôle-Comptabilité- Audit, Vol.7, Num.1, pp.171-199.*

Menga, B. H. et Mai Django, W. T. (2024), « Mécanismes internes de gouvernance et gestion du résultat comptable dans les entreprises camerounaises : revue de littérature ». *Revue Internationale du Chercheur, Volume 5, Numéro 2, pp.1047-1064.*

Michaïlesco, C. (2009), « Qualité de l'information comptable ». *Encyclopédie de comptabilité, Comptabilité-Contrôle-Audit, pp.1023-1033.*

Ngantchou, A. (2008), « Recentrage du cadre comptable, durcissement de l'environnement fiscal et persistance de la gestion des données comptables : une étude du comportement des petites et moyennes Entreprises camerounaises ». *La Comptabilité, Le Contrôle et L'Audit entre Changement et Stabilité, pp.*CD Rom. halshs-00525819

Piot, C. (2005), « Qualité de l'audit, information financière et gouvernance : enjeux et apports ». *pp.155-233* in **Finet, A. (2005),** *Gouvernement d'Entreprise : Enjeux Managériaux, Comptables et Financiers. De Boeck, 268p.*

Piot, P. (2005), « Concentration et spécialisation sectorielle des cabinets d'audit sur le marché des sociétés cotées en 1997-1998 ». *Comptabilité-Contrôle-Audit, Tome 11, Vol.2, pp.149-173.*

Redhwan Ahmed Ali Al-Dhamari et Sitraselvi, C. (2018), « Audit Partners Gender,Auditor Quality and Clients Value relevance ». *Globale business Review, International Management Institute, Vol.19, Num. 4, pp.952-967.*

Rguibi, K., Slalmi, H., Cadimi, I., & Lakmiti, L. N. (2021), « The determinants of the choice of big 4 audit firms in the Moroccan context ». *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, Vol. 2, Num. 5, pp.324-336.*

Chepkorir, C. (2013), *Factors Influencing Auditor's Independance and Accountability : A Case Study of KTDA Affiliated Tea Factors in Bomet and Kericho County, Kenya*, 58p.

Shockley, R. A. (1981),"Perceptions of Auditors' Independence : An Empirical Analysis". *The Accounting Review, Vol. 56, N°4, pp.785-800.*

Sangué-Fotso R. (2015), « Qualité de l'audit et réduction des scandales financiers en contexte Camerounais », *Revue de Management et de Stratégie, Vol.2 N°1, pp.1-17*, www.revue-rms.fr, VA Press.

Tort, E. et Escaffre, L. (2012), *Amméliorer l'information financière en IFRS*.Politique comptable et communication financière. Dunod, 224p.

Tchoudja, N. J. R. (2020), « La culture organisationnelle des cabinets d'audit Camerounais perçue par les Dirigeants et Auditeurs membres de l'équipe d'audit ». *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit Volume 4 Numéro 2, pp.20-44.*

Tsapi, V., Assene, M. N. et Hapsatou, H. (2021), « L'étude de la Tétranormalisation dans le secteur réglémenté de l'expertise-comptable : le cas de l'intégration des normes de qualité », *Revue Recherches en Sciences de Gestion, n° 143, Vol. 2, pp.205-229.*

Tsiaze M. C., Nwamen F. et Taguenang, M. M. L. (2024), «Audit légal et pertinence de l'information financière dans les PME des services : une étude basée sur le comportement des acteurs », *Revue Française d'Economie et de Gestion. Volume 5, Numéro 10, pp.158-180.*

Wallam, S. M. H. (1996), "The Future of Accounting, Part III : Reliability and Auditor Independance, *American Accounting Association*". *Vol. 10, N°4, pp.76-97.*

Watkins, A. L., William, H. et Susan, E. (2004), « Audit Quality : A Synthesis of Theory and Empirical Evidence ». *Journal of Accounting Littérature, Vol. 23, pp.153-193.*

Williamson, O. E. (1981), "The Economics of Organization The Transaction Cost Approach", *American Journal of Sociology, Vol. 87, n°3, pp.548-577.*